

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE
ET DU PLAN**

CIRCULAIRE N° 33-MFEP du 20-12-71 modifiant la circulaire n° 20 MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.

La présente circulaire a pour objet d'informer les intermédiaires agréés que les résidents sont désormais autorisés à consentir des prêts de francs à des non-résidents. En conséquence, il est ajouté au titre II de la circulaire n° 20-MFEP du 7 septembre 1971 :

— *Au II A (Opérations au crédit) un alinéa 5 :*

« 5. Des prêts de francs consentis par un résident, à condition que le délai séparant chaque versement du remboursement correspondant ne soit pas supérieur à deux ans, ou, sur autorisation particulière de la direction de l'économie, de prêts d'une durée supérieure à deux ans. Ces prêts doivent faire l'objet d'un compte rendu adressé à la direction de l'économie ».

— *Au II B (Opérations au débit) un alinéa 5 :*

« 5. Des intérêts et du remboursement de prêts de francs régulièrement consentis par un résident et versés au crédit d'un compte étranger en francs ».

— *Au III A (Opérations au crédit) un alinéa 11 :*

« 11. De prêts de francs consentis par un résident, à condition que le délai séparant chaque versement du remboursement correspondant ne soit pas supérieur à deux ans, ou, sur autorisation particulière de la direction de l'économie, de prêts d'une durée supérieure à deux ans. Toutefois, ces prêts ne peuvent être consentis en vue de placements par un non-résident en valeurs togolaises à court terme, notamment en bons du trésor, bons de caisse, effets privés, etc... ».

« Ces prêts doivent faire l'objet d'un compte rendu adressé à la direction de l'économie ».

— *Au III B (Opérations au débit) un alinéa 10 :*

« 10. Des intérêts et du remboursement de prêts de francs consentis par un résident et portés au crédit d'un compte en francs financiers ».

Lomé, le 20 décembre 1971
Pour le ministre des finances,
de l'économie et du plan absent :

*Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

N. Gbégbéni

CIRCULAIRE N° 34-MFEP du 20-12-71 relative à la constitution de couverture de change à terme.

La circulaire n° 9-MFE du 14 avril 1969 est modifiée ainsi qu'il suit :

— Les dispositions du paragraphe 1 sont remplacées par le texte suivant :

Les couvertures de change ne peuvent être constituées par des résidents qu'en vue de règlement correspondant à l'importation effective des marchandises.

— Les dispositions du paragraphe 4 sont remplacées par le texte suivant :

Les contrats de change à terme ne peuvent être conclus que pour une période de trois mois.

Toutefois, en ce qui concerne les marchandises énumérées dans la liste en annexe A de la circulaire du 14 avril 1969, la durée des contrats de change à terme est portée à six mois, et pour celles énumérées dans l'annexe B de la même circulaire à douze mois.

Lomé, le 20 décembre 1971

Pour le ministre des finances, de l'économie et du plan absent :

*Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

N. Gbégbéni

LETTRE-CIRCULAIRE N° 1582-MFEP-DE du 20/12/71

*Le ministre des finances, de l'économie et du plan
— A Messieurs les intermédiaires agréés*

OBJET : Opérations au débit des comptes ouverts à des non-résidents.

REFERENCE : Circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.

Messieurs,

La circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 instaurant un double marché des changes vous a fait connaître que les paiements courants des Etats et collectivités publiques togolais et étrangers doivent être effectués sur le marché officiel des changes.

La présente lettre a pour objet de vous informer par dérogation aux dispositions de la circulaire du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières, les personnes physiques non-résidentes qui reçoivent en conséquence au crédit d'un compte étranger en francs des bourses, pensions et rentes versées par des Etats et des collectivités publiques togolais ou étrangers sont désormais autorisées à débiter ce compte, à hauteur des pensions, rentes et bourses reçues, en vue du retrait de billets de la B.C.E.A.O. et de tout paiement en faveur de résidents.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Lomé, le 20 décembre 1971

Pour le ministre des finances, de l'économie et du plan absent :

*Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

N. Gbégbéni

LETTRE-CIRCULAIRE N° 1583-MFEP-DE du 20/12/71

*Le ministre des finances, de l'économie et du plan
— A Messieurs les intermédiaires agréés*

Objet : Opérations au débit des comptes étranger en francs ouverts avant le 8 septembre 1971, à des personnes physiques.

REFERENCE : Circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.

Messieurs,

La présente lettre a pour objet d'informer les intermédiaires agréés qu'ils sont désormais autorisés à débiter sans arbitrage, dans la limite des soldes au 17 décembre 1971 au soir, les comptes étrangers en francs ouverts avant le 8 septembre 1971 à des personnes physiques non-résidentes habitant effectivement l'étranger, en vue des règlements suivants :

— règlement des frais d'études au Togo des enfants du titulaire du compte. Ces règlements doivent être effectués directement à l'ordre de l'établissement d'enseignement et sont subordonnés à la remise aux intermédiaires agréés d'un certificat de scolarité et de factures dûment authentifiées par le directeur ou l'économe de l'établissement ;

— frais d'entretien au Togo des ascendants ou descendants du titulaire du compte ou de son conjoint, dans la limite de 50.000 francs CFA par mois et par compte, sur présentation d'une pièce attestant du lien de parenté de l'intéressé avec le titulaire ;

— frais médicaux ou d'hospitalisation au Togo du titulaire du compte, de son conjoint, de ses ascendants et descendants ou de ceux de son conjoint ;

— frais d'obsèques et d'entretien des tombes au Togo du conjoint, des ascendants ou descendants du titulaire du compte et de son conjoint ;

— cotisations dues par le titulaire du compte ou par son conjoint à des organismes de retraite ;

— règlement au Togo des loyers et charges annexes afférents à une résidence louée au Togo par le titulaire du compte ;

— règlement des frais de gérance, d'entretien et de réparation courante afférents à un immeuble situé au Togo et appartenant au titulaire du compte.

Par ailleurs, les non-résidents qui envisagent d'acquérir une résidence principale au Togo pour une occupation prochaine pourront être autorisés à en effectuer le règlement sans arbitrage par le débit de leur compte étranger en francs, s'il a été ouvert avant le 8 septembre 1971, et dans la limite du solde au 17 décembre 1971 au soir. Les demandes d'autorisation devront être adressées par vos soins à la direction de l'économie.

Pour répondre à certaines demandes, nous vous précisons enfin que les paiements courants de non-résidents en faveur de l'Etat et des collectivités publiques togolaises et notamment les règlements d'impôts doivent être effectués par cession de devises sur le marché officiel des changes ou par débit du compte étranger en francs.

Nous vous rappelons que sont assimilés au Togo : la République française, la Principauté de Monaco, les Etats dont l'institut d'émission dispose d'un compte d'opérations auprès du Trésor Français.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Lomé, le 20 décembre 1971

Pour le ministre des finances, de l'économie et du plan absent :

*Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

N. Gbégbéni

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de 1^{re} instance de Lomé

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Suivant réquisition, n° 5766, déposée le 11 Novembre 1971 le sieur Doufodji Renaud, profession de fonctionnaire en retraite demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de Nationalité Togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la Rép. Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 81 as 82 cas, situé à Aflou, Avédji cir. adm. de Lomé, connu sous le nom d'Anyigbe et borné au nord, à l'est par Adja Eklou, au sud par Kowou Komlan et Woussa Ebiassé et à l'ouest par Kowou Komlan et Damezou Sika.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5767, déposée le 11 novembre 1971 le sieur Doufodji Renaud, profession de fonctionnaire en retraite demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de Nationalité Togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la Rép. Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 17 as 16 cas, situé à Aflao Avenon, cir. adm. de Lomé, connu sous le nom de Batomé et borné au nord, à l'est par Assou Gavon, au sud et à l'ouest par Doufodji Renaud.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5768, déposée le 11 novembre 1971 le sieur Doufodji Renaud, profession de fonctionnaire en retraite demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, près du 4^e Arrondissement, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de Nationalité Togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 10 as 31 cas, situé à Aflao Avenon, cir. adm. de Lomé, connu sous le nom de Batomé et borné au nord, à l'est par l'emprise du chemin de fer, au sud par Agbénoko Atchigo et à l'ouest par Soukieto Kélédam.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.